

2011 : de l'indignation à l'espoir

Les deux événements les plus marquants de 2011 ont été la crise globale du capitalisme¹ et les mouvements sociaux en Tunisie, en Egypte, en Espagne, en Grèce, en Israël, au Chili, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne...

L'indignation a pris une dimension internationale

Les conséquences de la crise capitaliste sont extrêmement dures pour l'immense majorité de la population mondiale : détérioration des conditions de vie, chômage qui se prolonge pendant des années, précarité qui rend impossible la plus petite exigence de stabilité vitale, des situations extrêmes de pauvreté et de faim...

Des millions de personnes se rendent compte avec anxiété du fait que toute possibilité « d'une vie stable et normale », « d'un futur pour leurs enfants » devient inatteignable. Ceci a provoqué une indignation profonde, a amené à briser la passivité, à prendre les rues et les places, à se poser des questions sur les causes d'une crise qui dans sa phase actuelle dure déjà depuis plus de cinq ans.

L'indignation est encore montée d'un cran à cause de l'arrogance, la rapacité et l'indifférence vis-à-vis des souffrances de la majorité de la population, avec lesquelles se comportent les banquiers, les politiciens et les autres représentants de la classe capitaliste. Mais aussi à cause de l'incompétence des gouvernements face aux graves problèmes de la société : les mesures qu'ils prennent ne font qu'augmenter la misère et le chômage sans y apporter la moindre solution.

Le mouvement d'indignation s'est étendu internationalement. Il a surgi en Espagne où le gouvernement socialiste avait mis en place un des premiers plans d'austérité et un des plus durs ; en Grèce, devenue le symbole de la crise économique mondiale à travers l'endettement ; aux Etats-Unis, temple du capitalisme mondial ; en Egypte et en Israël pays pourtant situés de chaque côté du front du pire conflit impérialiste et le plus enkysté, celui du Moyen Orient.

La conscience du fait qu'il s'agit d'un mouvement global commence à se développer, malgré le boulet destructeur du nationalisme (présence de drapeaux nationaux lors des manifestations en Grèce, en Egypte ou aux Etats-Unis). En Espagne, la solidarité avec les travailleurs de Grèce s'est exprimée aux cris de « *Athènes tiens bon, Madrid se lève !* ». Les grévistes d'Oakland (Etats-Unis, novembre 2011) proclamaient leur « *solidarité avec les mouvements d'occupation au niveau mondial* ». En Egypte a été approuvée une Déclaration du Caire en soutien au mouvement aux Etats-Unis. En Israël, les Indignés ont crié « *Netanyahou, Moubarak, El Assad, c'est la même chose* » et ont pris contact avec des travailleurs palestiniens.

Aujourd'hui, le point culminant de ces mouvements est derrière nous, même si l'on voit apparaître de nouvelles luttes (Espagne, Grèce, Mexico). Alors, beaucoup de gens se posent la question : à quoi a servi toute cette vague d'indignation ? Avons-nous gagné quelque chose ?

« *Prends la place !* »,
slogan commun aux différents mouvements

Il y a plus de trente ans qu'on n'avait pas vu des foules occupant les rues et les places pour essayer de lutter pour leurs intérêts propres au-delà des illusions et des confusions qui peuvent exister. Ces personnes-là, les travailleurs, les exploités, tous ceux qu'on dépeint comme des ratés indolents, des gens incapables d'initiative ou de faire quelque chose en commun, sont arrivés à s'unir, à partager, à créer et à briser la passivité étouffante qui nous condamne à la sinistre normalité quotidienne de ce système.

Cela a fait un bien fou pour regonfler le moral, le début d'un développement de la confiance en notre propre capacité, de la redécouverte de la force fournie par l'action collective de masse. La scène sociale est en train de changer. Le monopole sur les affaires publiques exercées par les politiciens, les experts, les « grands de ce monde » commence à être mis en question par les foules anonymes qui veulent se faire entendre².

Il s'agit certes d'un point de départ fragile. Les illusions, les confusions, les inévitables va-et-vient des états d'âme, la répression, les voies de garage dangereuses vers lesquelles poussent les forces d'encadrement que possède l'État capitaliste (les partis de gauche et les syndicats) imposeront des pas en arrière, d'amères défaites. C'est un chemin long et difficile, semé d'obstacles et sur lequel on n'a aucune garantie de succès, mais le fait même de se mettre en marche est déjà une victoire.

Les Assemblées générales sont le cœur du mouvement

Les foules ne se sont pas bornées à crier, passivement, leur malaise, mais ont pris l'initiative de s'organiser en assemblées. Les assemblées massives sont la concrétisation du slogan de la Première Internationale (1864) « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ou elle ne sera pas* ». Elles s'inscrivent dans la continuité de la tradition du mouvement ouvrier qui démarre avec la Commune de Paris et prend son expression la plus élevée en Russie en 1905 et en 1917, se poursuivant en 1918 en Allemagne, 1919 et 1956 en Hongrie, 1980 en Pologne.

Les assemblées générales et les conseils ouvriers sont les formes distinctives de l'organisation de la lutte du prolétariat et le noyau d'une nouvelle organisation de la société.

Des assemblées pour s'unir massivement et commencer à briser les chaînes qui nous accrochent à l'esclavage salarié : l'atomisation, le chacun pour soi, l'enfermement dans le ghetto du secteur ou de la catégorie sociale.

Des assemblées pour réfléchir, discuter et décider, devenir collectivement responsables de qui est décidé, en participant tous, autant dans la décision que dans l'exécution de ce qui a été décidé. Des assemblées pour construire la confiance mutuelle, l'empathie, la solidarité, qui ne sont pas seulement indispensables pour mener en avant la lutte mais qui seront aussi les piliers d'une société future sans classes ni exploitation.

2011 a connu une explosion de la véritable solidarité qui n'a rien à voir avec la « solidarité » hypocrite et intéressée qu'on nous prêche : il y a eu des manifestations à Madrid pour exiger la libération des détenus ou empêcher que la police arrête des émigrants ; des actions massives contre les expulsions de domicile

¹ En rapport avec la crise globale du système, le très grave incident dans la centrale nucléaire de Fukushima au Japon nous montre les grands dangers que l'humanité encourt.

² Il est assez significatif que *Times Magazine* ait désigné « Homme de l'année » le « Protester » (l'indigné). Voir http://www.time.com/time/specials/packages/article/0,28804,2101745_210132_2102373,00.html

en Espagne, en Grèce ou aux Etats-Unis ; à Oakland « *l'assemblée des grévistes a décidé l'envoi de piquets de grève ou l'occupation de n'importe quelle entreprise ou école qui sanctionne des employés ou des élèves d'une quelconque manière parce qu'ils auraient participé à la grève générale du 2 novembre* ». On a pu vivre des moments, certes encore très épisodiques, où n'importe qui pouvait se sentir protégé et défendu par ses semblables, ce qui est en fort contraste avec ce qui est « normal » dans cette société, autrement dit le sentiment angoissant d'être sans défense et vulnérable.

La culture du débat éclaire le futur

La conscience nécessaire pour que des millions de travailleurs transforment le monde ne s'acquiert pas dans des cours magistraux ou en suivant des consignes géniales des chefs illuminés, mais le fruit d'une expérience de lutte accompagnée et guidée par un débat qui analyse ce qui est en train de se vivre en tenant compte du passé et en le projetant toujours vers l'avenir car, comme le disait une pancarte en Espagne, « *pas de futur sans révolution !* ».

La culture du débat, autrement dit, la discussion ouverte qui part du respect mutuel et de l'écoute attentive, a commencé à germer pas seulement dans les assemblées mais autour d'elles : des bibliothèques ambulantes ont été montées, des rencontres, des discussions, des échanges se sont organisés... Une vaste activité intellectuelle avec des moyens précaires s'est improvisée dans les rues et sur les places. Et, à l'instar des assemblées, cela a renoué avec l'expérience passée du mouvement ouvrier : « *La soif d'instruction, non assouvie pendant si longtemps, est devenue avec la révolution un véritable délire. Rien que de l'Institut Smolny sont sorties chaque jour, durant les six premiers mois, des tonnes de littérature qui, en charrettes ou en trains, se sont déversées sur le pays. La Russie absorbait, insatiable, comme le sable chaud absorbe l'eau. Et non pas des romans grotesques, de l'histoire falsifiée, de la religion diluée, toute cette littérature bon marché qui pervertit, mais des théories économiques et sociales, de la philosophie, les œuvres de Tolstoï, de Gogol, de Gorki* »³. Face à la culture de cette société qui propose de lutter pour des « modèles à succès », ce qui est à l'origine de millions d'échecs, contre les stéréotypes aliénants et falsificateurs que l'idéologie dominante et ses médias martèlent jour après jour, des milliers de personnes ont commencé à rechercher une culture populaire authentique, construite par elles-mêmes, en essayant de forger ses propres valeurs, de manière critique et indépendante. Dans ces rassemblements, on a parlé de la crise et de ses causes, du rôle des banques, etc. On y a parlé de révolution, même si dans cette marmite on a versé beaucoup de liquides différents, parfois disparates ; on y a parlé de démocratie et de dictature, le tout synthétisé dans le slogan de ce distique aux deux strophes complémentaires : « *ils l'appellent démocratie mais ce n'est pas le cas !* », « *C'est une dictature mais ça ne se voit pas !* »⁴. On a fait les premiers pas pour que surgisse une véritable politique de la majorité, éloignée du monde des intrigues, des mensonges et des manœuvres troubles qui est la caractéristique de la politique dominante. Une politique qui aborde tous les sujets qui nous touchent, pas seulement l'économie ou la politique, mais aussi l'environnement, l'éthique, la culture, l'éducation ou la santé.

Le prolétariat à entre ses mains les clés de l'avenir

Si tout ce qui précède fait de 2011 l'année du début de l'espoir, nous devons néanmoins avoir un regard lucide et critique sur les mouvements qu'on a vécus, ses limites et ses faiblesses qui sont encore bien nombreux.

Si une quantité croissante de gens dans le monde entier sont convaincus du fait que le capitalisme est un système obsolète, que « *pour que l'humanité puisse vivre, le capitalisme doit mourir* », on tend à réduire le capitalisme à une poignée de « méchants » (des

financiers sans scrupules, des dictateurs sans pitié) alors que c'est un réseau complexe de rapports sociaux qui doit être attaqué dans sa totalité et non pas se disperser en poursuivant ses expressions multiples et variées (les finances, la spéculation, la corruption des pouvoirs politico-économiques).

Si le rejet d'une violence dont le capitalisme dégouline par tous ses pores (répression, terreur et terrorisme, barbarie morale) est plus que justifié, il n'en demeure pas moins que ce système ne pourra pas être aboli par la simple pression pacifique et citoyenne. La classe minoritaire n'abandonne pas volontairement le pouvoir, elle se protège derrière un Etat qui, dans sa version démocratique, est légitimé par des élections tous les 4 ou 5 ans, avec des partis qui promettent ce qu'ils ne feront jamais et font ce qu'ils n'avaient jamais dit, et avec des syndicats qui mobilisent pour démobiliser et finissent par signer tout ce que la classe dominante leur met sur la table. Seule une lutte massive, tenace et persévérante, pourra fournir aux exploités la force nécessaire pour détruire les moyens d'écrasement dont dispose l'Etat et faire devenir réel le mot d'ordre si souvent repris en Espagne : « *Tout le pouvoir aux Assemblées* ».

Même si le slogan « *nous sommes 99% face à 1%* », si populaire dans les mouvements d'occupation aux Etats-Unis, révèle un début de compréhension du fait que la société est cruellement divisée en classes, la majorité de participants dans ces mouvements se voyaient eux-mêmes comme des « citoyens de base » qui veulent être reconnus dans une société de « citoyens libres et égaux ».

Et pourtant la société est divisée en classes, une classe capitaliste qui possède tout et ne produit rien et une classe exploitée -le prolétariat- qui produit tout et possède de moins en moins. Le moteur de l'évolution sociale n'est pas le jeu démocratique de « la décision d'une majorité de citoyens » (ce jeu est plutôt le masque qui couvre et légitime la dictature de la classe dominante) mais la lutte de classe.

Le mouvement social a besoin de s'articuler autour de la lutte de la principale classe exploitée -le prolétariat- qui produit collectivement l'essentiel des richesses et assure le fonctionnement de la vie sociale : les usines, les hôpitaux, les écoles, les universités, les ports, les travaux, la poste... Dans certains mouvements en 2011, la force de cette classe exploitée a commencé à apparaître : à partir du moment où la vague de grèves a éclaté en Egypte, le pouvoir a été obligé de se débarrasser de Moubarak. A Oakland (Californie), les "occupiers"⁵ ont appelé à une grève générale, ils sont allés au port et ont réussi à avoir le soutien actif des travailleurs du port et des routiers. A Londres, les électriciens en grève et les occupants de Saint-Paul ont convergé vers des actions communes. En Espagne, les assemblées sur les places et certains secteurs en lutte ont tendu à s'unifier.

Il n'existe pas d'opposition entre la lutte du prolétariat moderne et les besoins profonds des couches sociales spoliées par l'oppression capitaliste. La lutte du prolétariat n'est pas un mouvement particulier ou égoïste mais la base du « *mouvement indépendant de l'immense majorité au bénéfice de la immense majorité* » (*Manifeste Communiste*).

Reprenant de façon critique les expériences de deux siècles de lutte prolétarienne, les mouvements actuels pourront tirer profit des tentatives du passé de lutte et de libération sociale. Le chemin est long et hérissé d'obstacles, ce dont rendait bien compte un slogan répété maintes fois l'an dernier en Espagne « *l'essentiel n'est pas qu'on aille vite ou pas, c'est qu'on aille loin* ». En menant un débat le plus large possible, sans aucune restriction et sans ambiguïté pour ainsi préparer consciemment les futurs mouvements, nous pourront agir pour que devienne réalité cet espoir : **une autre société est possible !**

Courant Communiste International (12 mars)

fr.internationalism.org

france@internationalism.org

³ John Reed *10 jours qui ébranlèrent le monde*.

⁴ En espagnol : « *lo llaman democracia y no lo es* » et « *es una dictadura y no se ve* ».

⁵ Participants du mouvement des Occupy, signifiant "les occupants".